

Sommaire

Introduction

[Sandrine Dauphin](#)

Page 4 à 5

Discriminations : rendre visible et agir

Depuis la fin des années 1990, la question des discriminations occupe l'agenda politique, conduisant notamment au vote de la loi du 16 novembre 2001 sur la lutte contre les discriminations. De nombreux travaux scientifiques (émanant de juristes, de sociologues et d'économistes), accompagnés par la mobilisation d'associations de lutte contre le racisme, contre l'homophobie ou encore pour les droits...

Partie 1 : Construction du concept de discrimination

[Michel Borgetto](#)

Page 8 à 17

Égalité, différenciation et discrimination : ce que dit le droit

De l'étude tant des textes que de la jurisprudence, il ressort que le principe d'égalité ne s'oppose catégoriquement à une différence de traitement que lorsque celle-ci repose sur des critères illégitimes prohibés par les textes et se révèle donc discriminatoire ; lorsque tel n'est pas le cas, la différenciation est d'autant plus admise qu'elle apparaît comme l'expression voire comme l'instrument de l'égalité. De là, la seule véritable difficulté qu'il revient au Droit de surmonter : fournir au juge et aux citoyens les outils permettant d'établir le caractère illégitime ou injustifié de la différenciation en question.

1. De l'égalité à la discrimination
 1. L'interdiction de la distinction discriminatoire
 2. L'identification de la distinction discriminatoire
2. De la différenciation à l'égalité
 1. La différenciation, expression de l'égalité
 2. La différenciation, instrument de l'égalité

[Pierre Grelley](#)

Page 11 à 12

... en contrepoint - Le racisme face à la science

Bien que certains l'apparentent au vocable latin ratio, qui se traduit par « compte, calcul, méthode, ordre chronologique », et qui a donné, par combinaison avec gens (famille, lignée), le mot génération, il est vraisemblable que l'origine du mot français race réside plutôt dans le terme italien

razza, qui signifie « espèce, catégorie ou classe », et qui a été importé de ce côté-ci des Alpes en 1480...

[Jean-Michel Belorgey](#)

Page 18 à 19

... Rubrique - Discrimination et stigmat

Il est peu de vocables dont l'étymologie ne se prête, en cherchant bien, à des élucidations plus ou moins paradoxales. C'est le cas du vocable de discrimination. Mais il est clair qu'il est aujourd'hui, en règle générale, utilisé pour dépeindre l'administration, à une personne ou à un groupe de personnes, d'un traitement plus défavorable que celui prodigué à une autre personne ou à un autre groupe...

[Alexandre Tandé](#)

Page 20 à 31

La notion de discrimination dans les discours de l'action publique en France (1992-2005)

Entre intégration et égalité des chances

Les politiques et les débats publics français en matière d'intégration des populations étrangères ont connu des évolutions importantes depuis une quinzaine d'années. L'analyse des notions et des arguments produits par les acteurs qui s'y impliquent (institutions publiques, hauts responsables politico-administratifs, chercheurs, entreprises, etc.) révèle l'importance de la notion de discrimination. Sa traduction progressive dans les politiques publiques depuis le début des années 1990 a connu plusieurs étapes, de sa marginalisation à sa reconnaissance, tandis qu'elle tend à nouveau à être redéfinie. L'article propose un retour sur ces grandes étapes, en s'appuyant sur une lecture de la "littérature grise" consacrée aux discriminations.

1. 1992-1997 : une émergence difficile
2. 1997-2002 : l'action publique intègre la notion de discrimination
3. Depuis 2002 : la consécration paradoxale de la notion de discrimination

[Paule Paillet](#)

Page 23 à 24

... en contrepoint - Les pestiférés

Discriminer, c'est prendre en compte des traits qui distinguent un être humain, un animal, voire un objet, et qui l'apparentent à d'autres dans un ensemble. La discrimination peut, certes, être positive. Mais on observera que sa connotation tend à être plutôt dévalorisante et que le terme suggère plutôt ségrégation (pour les humains), mise à l'écart, à la limite apartheid. Le premier indice qui tend...

Partie 2 : Dispositifs de lutte contre les discriminations

[Gwénaële Calvès](#)

Page 34 à 45

Sanctionner ou réguler

L'hésitation des politiques de lutte contre les discriminations

Cet article présente l'évolution contemporaine du droit de la non-discrimination. Il en dégage les principales lignes de force, et montre que s'édifient, sur son fondement, des politiques publiques marquées par une profonde ambiguïté : la lutte contre les discriminations relève tantôt d'une approche répressive, tantôt d'une démarche régulatrice.

1. L'instabilité du cadre juridique
 1. Un droit en expansion
 2. La recherche d'une plus grande effectivité
2. La multiplication des acteurs institutionnels
 1. L'impossible simplification du paysage administratif
 2. Quel rôle pour la HALDE ?
3. L'ambiguïté des objectifs poursuivis
 1. La réaffirmation par le législateur d'un triptyque traditionnel : punir, contraindre, éduquer
 2. Réguler plutôt que réprimer ?

[Alain Vulbeau](#)

Page 41 à 42

... en contrepoint - L'économie de la discrimination

Pour Thierry Foncart, la notion de discrimination n'est répréhensible que liée à celle d'injustice. S'appuyant sur deux exemples, il montre toute la différence entre discrimination justifiée et discrimination injustifiée. Quand, dans une équipe de football, la proportion de joueurs noirs est supérieure à celle des blancs, personne ne parle de discrimination puisque tout le monde est d'accord pour lier...

[Katell Berthou](#)

Page 46 à 57

Discriminations au travail

Panorama du droit international et du droit communautaire

Les textes adoptés au niveau international, européen et surtout communautaire ont eu un rôle important dans le développement de normes juridiques pour la lutte contre la discrimination et pour l'égalité des chances dans le monde du travail. Ces normes influencent tant le législateur national que le juge. La Cour de justice des communautés européennes a ainsi construit le concept de discrimination indirecte et un mécanisme allégeant la charge de la preuve pour les demandeurs. Initialement centré sur l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, le droit communautaire couvre désormais la race et l'origine ethnique, suite à l'adoption de la directive 2000/43, ainsi que la religion ou les croyances, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle, avec la directive 2000/78.

1. Plusieurs textes au niveau international, peu mobilisés au niveau interne
2. Le Conseil de l'Europe

3. Le droit communautaire : une influence majeure en droit interne
 1. Directives sur l'égalité hommes/femmes
 2. Directives issues de l'article 13
4. Le rôle de la CJCE
5. Les chartes

[Alain Vulbeau](#)

Page 49 à 50

... en contrepoint - La discrimination salariale des femmes

La question de l'écart sexué des salaires semble une sorte d'énigme. En effet, les filles réussissent mieux que les garçons, les mères travaillent en continu, des mobilisations ont mis la question à l'agenda et les politiques se sont saisies du thème, au moins en affichage... Alors comment expliquer que l'écart des salaires, même s'il tend à se réduire, reste toujours un fait massif ? C'est à cette...

[Jean-Marie Woehrling](#)

Page 58 à 71

Le droit français de la lutte contre les discriminations à la lumière du droit comparé

Le droit comparé permet d'identifier un certain nombre de différences entre l'approche française de la lutte contre les discriminations et les règles mises en œuvre à ce titre dans les autres pays européens. Ces derniers se montrent souvent plus attachés à une conception substantielle du principe d'égalité. Ils sont aussi plus ouverts à une approche catégorielle permettant de prendre en compte de manière pragmatique et effective les problèmes de certains groupes particuliers. Toute distinction n'étant pas illégale, certains droits européens cherchent à procéder à une analyse plus approfondie de ce qui fonde la prohibition de la discrimination, mais aussi de ce qui peut constituer un obstacle à cette prohibition. On constate par ailleurs une plus grande réticence à recourir à des sanctions pénales. Le tableau européen montre enfin que la lutte contre les discriminations doit prendre en compte toutes les discriminations et ne pas se focaliser seulement sur certaines d'entre elles.

1. Conception "uniformisante" de l'égalité ou prise en compte des différences de situations
2. La place reconnue aux actions positives
3. Catégorisation de la protection de l'égalité et discriminations affectant des groupes ou minorités
4. Quelle place pour le concept de discrimination dans le système normatif ?
5. Combinaison des mesures anti-discrimination avec la protection de l'autonomie de la volonté
6. Le rôle donné à la répression dans l'appareil juridique anti-discrimination
7. Le racisme et l'immigration dans la lutte contre les discriminations
8. Comment s'attaquer efficacement à l'écart de rémunération hommes/femmes ?
9. La question de la collecte d'informations sur les distorsions d'opportunité

[Karine Michelet](#)

Page 72 à 83

Une politique perfectible de lutte contre les discriminations en raison de la nationalité

La lutte contre les discriminations en raison de la nationalité ne fait, de nos jours, plus l'objet de politiques spécifiques. Intégrée à des dispositifs plus globaux, elle est le produit de mesures variées, d'origine interne comme internationale, dont le résultat laisse toutefois penser qu'elles pourraient être encore améliorées.

1. Un dispositif international contingent
 1. Des instruments de lutte contre les discriminations raciales quasi inopérants
 2. L'impact limité des instruments internationaux non spécialisés
2. Un dispositif français nuancé
 1. L'affirmation jurisprudentielle timide du principe d'égalité au profit des étrangers
 2. La multiplication des instruments législatifs
 3. Une mobilisation importante d'acteurs et de dispositifs

[Simon Wuhl](#)

Page 84 à 93

La “discrimination positive” à la française

Les contradictions des politiques publiques

Cet article analyse les limites de la politique française de la discrimination positive – sur le plan des politiques éducatives et de la lutte contre le chômage, notamment – vis-à-vis de son ambition de justice sociale. Celles-ci viennent essentiellement d'une marginalisation des politiques sociales en direction des plus défavorisés par rapport aux politiques globales, d'une difficulté à prendre en compte les facteurs déterminants de la grande précarité et de l'exclusion, et d'une subordination du critère de justice à celui d'efficacité économique immédiate dans des programmes sociaux ciblés. Nous examinons ensuite l'apport de la problématique de John Rawls, qui nous paraît offrir un fondement intellectuel fécond pour surmonter ces contradictions.

1. La politique française de discrimination positive
 1. Éléments de définition
 2. Caractéristiques
 3. Critiques et contre-arguments
2. Les limites du modèle français
 1. L'occultation des logiques structurelles
 2. L'absence de confrontation entre le juste et l'efficace
3. L'apport des principes de justice de John Rawls
 1. La prise en compte des facteurs structurels de l'injustice sociale
 2. Les conditions d'une priorité du juste sur l'efficace

Partie 2 : Dispositifs de lutte contre les discriminations

[Caroline Helfter](#)

Page 87 à 87

... en contrepoint - Une révolte civique

À l'instar du "système-monde" capitaliste caractérisé, selon le théoricien américain Immanuel Wallerstein, par une asymétrie fondamentale entre un centre et ses zones périphériques, les banlieues françaises ne constitueraient-elles pas « des périphéries au sein de la nation, des sortes de "Sud" où se condensent les traits qui dessinent la face d'ombre » de la société – pauvreté, violence, racisme,...

Partie 3 : L'effectivité des politiques publiques

[Pierre-Yves Verkindt](#)

Page 96 à 105

Les discriminations dans les politiques d'emploi

Pour un rôle accru des partenaires sociaux

La question de la lutte contre les discriminations dans l'emploi reste très présente dans le paysage social français et européen. Elle donne lieu à des prises de position parfois très contrastées mais elle sollicite de plus en plus l'inventivité des partenaires sociaux. C'est de leur côté qu'il faudra vraisemblablement rechercher désormais les moyens de faire vivre les textes existants et de leur donner leur pleine efficacité.

1. Ce que dit le code du travail
2. Les mesures spécifiques à l'attention des publics cibles dans les politiques d'emploi
3. Le droit au service d'une culture de la diversité et de la mixité sociale

[Pierre Grelley](#)

Page 99 à 100

... en contrepoint - Femmes de jazz

L'argument est bien connu à défaut d'être convaincant : l'absence de femmes au sommet de la hiérarchie de certaines activités constituerait "la preuve" de leur moindre compétence dans ces domaines. Si l'on exclut les tâches pour lesquelles une force physique certaine est requise, il n'y a en réalité aujourd'hui que très peu de carrières dans lesquelles les femmes n'excellent pas au même titre que les...

[Louis Maurin](#)

Page 106 à 107

... Rubriques - L'Observatoire des inégalités : un état des lieux

La création de l'Observatoire des inégalités, en 2003, résulte de la conjonction de deux grands facteurs. Le premier est l'insuffisance des informations sur ce thème dans notre pays. L'Observatoire n'aurait pas lieu d'être si la collecte et la diffusion des données par les services publics étaient à la hauteur de l'enjeu. Ce n'est malheureusement toujours pas le cas. L'appareil statistique français...

1. Rendre visibles les inégalités
2. Penser l'égalité

[Yves Cusset](#)

Page 108 à 116

La discrimination et les statistiques “ethniques” : éléments de débat

Il est aujourd'hui possible de mettre en évidence les discriminations dont souffrent certaines personnes en raison de leurs origines, réelles ou supposées : on peut le faire soit à partir d'enquêtes de *testing* ou “tests de situation”, soit en exploitant des enquêtes plus classiques, qui contiennent une question sur le lieu de naissance des parents. Certains souhaitent aller plus loin et introduire dans les enquêtes des questions portant directement sur le groupe ethno-racial ou la couleur de peau des individus. Cet article présente les éléments du débat, la position de la CNIL et la portée de la décision du Conseil constitutionnel du 15 novembre 2007 censurant l'article 63 de la loi Hortefeux relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile.

1. Mettre en évidence l'existence des discriminations : les outils disponibles
2. De nouveaux outils sont-ils nécessaires ?
3. Mesure de la diversité : des recommandations de la CNIL à la décision du Conseil constitutionnel

[Paule Paillet](#)

Page 111 à 112

... en contrepoint - Femmes du monde

Titouan Lamazou est un homme aux multiples talents. Sa victoire en 1990 dans le Vendée Globe, son tour du monde en solitaire ont dessiné de lui le portrait d'un navigateur sans peur et sans reproche. C'est aussi un écrivain, avec ses carnets de voyage, un photographe et un peintre d'un talent et d'une sensibilité exceptionnels. Le superbe album Zoé Zoé, femmes du monde (du nom de sa petite fille) présente...

[Louis Schweitzer](#)

Page 118 à 123

L'action de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

Entretien avec Louis Schweitzer, président de la HALDE

La Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, autorité administrative indépendante, a été créée en 2004. Elle peut être saisie par une personne qui s'estime être victime – de façon directe ou indirecte – d'une discrimination (relative à la nationalité, à l'origine, à l'âge, au sexe, à la situation de famille, à l'apparence physique, à l'état de santé, au handicap ou à la...

[Olivier Noël](#)

Subjectivation des vécus, objectivation juridique des faits

Un dilemme pour l'évaluation des politiques relatives aux discriminations

L'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les discriminations ethniques et raciales se heurte à la difficulté de prendre en compte la subjectivité des personnes discriminées. À partir d'initiatives conduites dans le réseau des missions locales d'insertion, l'auteur soulève les enjeux d'un dévoilement statistique des insécurités sociales et civiles vécues par les jeunes durant leur parcours d'insertion. Face à un phénomène discriminatoire le plus souvent occulté, il plaide pour une inscription effective de l'approche juridique (information, médiation et, le cas échéant, sanction) dans le travail des conseillers en insertion et dans les projets institutionnels des missions locales.

1. Chronique d'une insécurité ordinaire
2. Configuration discriminatoire, configuration d'occultation
3. Le nombre de plaintes : un bon indicateur pour mesurer l'efficacité d'une politique ?

[Caroline Helfter](#)

Page 127 à 128

... en contrepoint - Vivre le racisme ordinaire

L'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les discriminations ethniques et raciales se heurte à la difficulté de prendre en compte la subjectivité des personnes discriminées. À partir d'initiatives conduites dans le réseau des missions locales d'insertion, l'auteur soulève les enjeux d'un dévoilement statistique des insécurités sociales et civiles vécues par les jeunes durant leur parcours d'insertion. Face à un phénomène discriminatoire le plus souvent occulté, il plaide pour une inscription effective de l'approche juridique (information, médiation et, le cas échéant, sanction) dans le travail des conseillers en insertion et dans les projets institutionnels des missions locales.

1. Chronique d'une insécurité ordinaire
2. Configuration discriminatoire, configuration d'occultation
3. Le nombre de plaintes : un bon indicateur pour mesurer l'efficacité d'une politique ?

Le social en recherche

Page 139 à 143

Le social en recherche

Titres recensés

1. Former à l'évaluation, Claire TOURMEN. Les compétences des évaluateurs, le cas des évaluateurs de politiques publiques. Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université Pierre Mendès-France, Grenoble 2, Laboratoire des sciences de l'éducation, 151 rue des universités, 38400 Saint Martin d'Hères, décembre 2007, 377 p.

2. Statistiques des violences ordinaires, Julie BOE. Violences intra-relationnelles, violences dans le cadre professionnel, violences en situation de vie quotidienne. Observatoire national de la délinquance, Institut national des hautes études de sécurité, Les Borromées, 3 avenue du stade de France, 93218 Saint-Denis-La-Plaine cedex, Grand Angle, n° 13, mai 2008, 31 p. www.inhes.interieur.gouv.fr
3. Des marchés agricoles sans faim, Jocelyne HACQUEMAND. Faim dans le monde et politiques agricoles et alimentaires : bilan et perspectives. Étude réalisée par la section de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil Economique et Social, accès par www.conseil-economique-et-social.fr, mars 2008, 139 p.
4. L'échelle des classes, Régis BIGOT. Une comparaison des hauts revenus, des bas revenus et des "classes moyennes". CREDOC, 142 rue du Chevaleret, 75013 Paris, Cahier de recherche, n° 238, novembre 2007, 88 p., www.credoc.fr
5. Aides locales, aides mineures, Jean-Noël Baillon, Fatima Bellaredj, Olivier Drouard, Marie Mazalto. Pour une meilleure connaissance des aides locales. Amedis, 15 rue du Cheval vert, BP 31105, 34007 Montpellier cedex 1, janvier 2007, 152 p. www.amedis.coop
6. Rhône-Alpes, pauvretés dans l'ombre, Jean-Pierre ALDEGUER, Nathalie MONNIER-BRABANT, Flora PARIS, Laurence POTIE. Mission régionale d'information sur l'exclusion, dossier annuel 2008, 14, rue Passet 69007 Lyon, 183 p., 2008 www.mrie.org
7. Jeunes en leurs logements, Bénédicte CASTERAN, Jean-Claude DRIANT, Sophie O'PREY. Une approche statistique des conditions de logement des jeunes. INSEE, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris 12 Val de Marne, 61, avenue du Général de Gaulle 94010 Créteil cedex, novembre 2006, 137 p.
8. La cohésion sociale, concept ou slogan ?, CERC. La cohésion sociale. Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, 113, rue de Grenelle 75007 Paris, dossier n° 3, avril 2008, 104 p. www.cerc.gouv.fr
9. La pauvreté, une somme, ONPES. Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2007-2008. La Documentation française, avril 2008, 642 p. téléchargeable sur www.travail-solidarite.gouv.fr/web/observatoire-national-pauvrete-exclusion-sociale/presentation-productions/travaux.html